

F. 99 — 1018

[C - 99/27269]

**25 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les conditions d'octroi de l'intervention de la Région dans le financement des programmes de réhabilitation, de restructuration, d'adaptation ou d'entretien des logements gérés par les sociétés de logement de service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 88, 95, 96 et 135;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup> modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° la Société wallonne : la Société wallonne du Logement;

3° la société : la société de logement de service public agréée par la Société wallonne du Logement;

4° le programme : la liste des opérations de réhabilitation, de restructuration, d'adaptation ou d'entretien des logements gérés par les sociétés.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région peut intervenir par une dotation en capital dans le financement d'un programme exécuté par les sociétés.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La dotation en capital comporte deux parties :

1° une dotation à titre principal, permettant d'équilibrer, au terme de la période de remboursement des prêts octroyés aux sociétés, les recettes de la Société wallonne constituées par les remboursements des sociétés et les produits financiers présumés, et les dépenses de la Société wallonne afférentes aux remboursements des emprunts;

2° une dotation à titre supplémentaire, destinée à couvrir le risque de hausse du taux de référence des emprunts.

§ 2. La dotation en capital inscrite au budget de la Région wallonne est liquidée à la Société wallonne sur la base de déclarations de créance mensuelles établies par elle et visées par les commissaires du Gouvernement. Pour chaque chantier, ces déclarations de créance reprennent la date du conseil d'administration au cours duquel les résultats d'adjudication ont été approuvés.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La Société wallonne assure le financement complémentaire à la dotation en capital par le produit d'emprunts garantis par la Région wallonne.

§ 2. Elle autorise le financement de programmes par des personnes morales de droit public.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La Société wallonne arrête un règlement des avances disposant :

— du montant des avances;

— du montant du remboursement;

— des annuités, du taux annuel de leur progression et de leur prise de cours;

— de la déduction des intérêts.

Les modalités de remboursement prennent en compte la capacité financière de la société et le taux de rendement brut du programme attribué à la société, tels qu'ils sont déterminés en annexe au programme d'investissement.

§ 2. Le règlement des avances visé au § 1<sup>er</sup> est soumis à l'approbation du Ministre.

**Art. 6.** Par programme, la Société wallonne établit un décompte annuel et un décompte final justifiant l'utilisation de la dotation en capital.

**Art. 7.** Afin de permettre aux sociétés de réaliser le programme, la Société wallonne leur octroie des prêts

— d'une durée de vingt-cinq ans pour :

— les travaux de rénovation lourde réalisés en entreprise générale ou équivalent;

— les travaux de rénovation partielle tels que :

— modernisation des installations électriques;

— installation d'une salle de bain et d'un WC ou modernisation des installations sanitaires;

— adaptation de la surface habitable;

— travaux de réfection des toitures (charpentes, couvertures et isolation) - remplacement d'une toiture plate par une toiture à versants;

— d'une durée de quinze ans pour tous travaux de rénovation légère, parmi lesquels :

— travaux d'installation ou de renouvellement du chauffage (y compris les chaudières);

— installations et renouvellement de production et de distribution d'eau chaude;

— réfections ou renouvellements des toitures plates;

- zingueries,...
- étanchéité et isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment;
- travaux destinés à réduire les charges locatives.

Le montant de ces prêts couvre les honoraires des architectes et des ingénieurs, les travaux de réhabilitation, de restructuration, d'adaptation, ou d'entretien de logements et de leurs dépendances ainsi que tous les frais généralement quelconques s'y rapportant, dans la limite du programme attribué aux sociétés.

**Art. 8.** L'approbation des résultats d'adjudication doit avoir lieu dans un délai de deux ans à dater du jour de la notification de la décision de l'octroi de l'avance, par la Société wallonne, à la société.

**Art. 9.** La Société wallonne est autorisée à utiliser les excédents des exercices antérieurs générés par la gestion de ses dotations en capital moyennant l'autorisation du Ministre, sur avis du comité de gestion financière.

**Art. 10.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 1993 établissant les conditions d'octroi de l'intervention de la Région dans le financement d'un programme de rénovation, d'amélioration ou d'entretien des logements gérés par les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement est abrogé.

**Art. 11.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

#### ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1018

[C - 99/27269]

**25. FEBRUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Bedingungen für die Gewährung der Beteiligung der Region an der Finanzierung der Sanierung-, Umgestaltung-, Anpassungs- oder Instandhaltungsprogramme der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 88, 95, 96 und 135;

Aufgrund des Gutachtens der « Société wallonne du Logement »;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wallonischen Wohngesetzbuches am 1. März 1999, aufgrund dessen die Ausführungserlasse des ehemaligen Wohngesetzbuches vor diesem Datum den neuen Dekretbestimmungen angepaßt werden müssen;

In der Erwägung, daß die Angleichung der verschiedenen Informationssysteme am 1. März 1999 erfolgt sein muß;

In der Erwägung, daß infolgedessen eine dringende Verabschiedung der Ausführungsbestimmungen des Gesetzbuches aus Gründen der Rechtssicherheit und der Kontinuität der Dienste benötigt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° die Wallonische Gesellschaft: die "Société wallonne du Logement";

3° die Gesellschaft: die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, die von der « Société wallonne du Logement » zugelassen ist;

4° das Programm: die Liste der Maßnahmen zur Sanierung, Umgestaltung, Anpassung oder Instandhaltung der Wohnungen, die von den Wohnungsbaugesellschaften verwaltet sind.

**Art. 2** - Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen kann sich die Region durch eine Kapitaldotations an der Finanzierung eines durch die Gesellschaften durchgeführten Programms beteiligen.

**Art. 3** - § 1. Die Kapitaldotations besteht aus zwei Teilen:

1° eine Hauptdotations zur Ausgleichung nach Ablauf der Rückzahlungsfrist der den Gesellschaften gewährten Darlehen der Einnahmen der Wallonischen Gesellschaft, die aus den Rückzahlungen der Gesellschaften und aus den wahrscheinlichen Finanzerträgen bestehen, und der Ausgaben der Wallonischen Gesellschaft, die mit den Rückzahlungen der Anleihen in Verbindung stehen;

2° eine zusätzliche Dotations zur Deckung des Risikos einer Steigerung des Richtsatzes der Anleihen.

§ 2. Die im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragene Kapitaldotations wird der Wallonischen Gesellschaft auf der Grundlage von monatlichen Forderungsanmeldungen ausgezahlt, die von letzterer erstellt und von den Kommissaren der Regierung mit einem Sichtvermerk versehen werden. In den Forderungsanmeldungen wird für jede Baustelle das Datum der Versammlung des Verwaltungsrates angegeben, im Laufe deren die Ergebnisse der Ausschreibung genehmigt worden sind.

**Art. 4** - § 1. Die Wallonische Gesellschaft gewährleistet die die Kapitaldotations ergänzende Finanzierung durch den Ertrag von durch die Wallonische Region gebürgten Anleihen.

§ 2. Sie genehmigt die Finanzierung der Programme durch juristische Personen öffentlichen Rechts.

**Art. 5** - § 1. Die Wallonische Gesellschaft setzt eine Regelung über die Vorschüsse fest, die das folgende angibt:

- der Betrag der Vorschüsse;
- der Betrag der Rückzahlung;
- die Annuitäten, deren jährliche Steigerungsrate und das Datum, ab dem sie laufen;
- die Zinszahlungsverpflichtungen.

Die Modalitäten der Rückzahlung berücksichtigen die finanzielle Leistungsfähigkeit der Gesellschaft und den der Gesellschaft zugeschriebenen Bruttoertragsatz des Programms, so wie sie in der Anlage zum Investitionsprogramm bestimmt sind.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Regelung der Vorschüsse unterliegt der Genehmigung des Ministers.

**Art. 6** - Die Wallonische Gesellschaft stellt pro Programm eine jährliche und eine Schlußabrechnung auf, um über die Verwendung der Kapitaldotations Rechenschaft abzulegen.

**Art. 7** - Die Wallonische Gesellschaft gewährt den Gesellschaften Darlehen, um ihnen die Durchführung des Programms zu ermöglichen.

Diese Darlehen laufen über:

- fünfundzwanzig Jahre für:
  - große Renovierungsarbeiten, die als Generalunternehmung oder gleichgestellte Unternehmung durchgeführt werden;
  - Teilrenovierungsarbeiten wie z.B.:
    - Modernisierung der elektrischen Anlagen;
    - Installierung eines Badezimmers und eines WC oder Modernisierung der sanitären Anlagen;
    - Anpassung der bewohnbaren Fläche;
    - Arbeiten zur Reparatur der Dächer (Tragwerk, Dachabdeckung und Isolierung) - Ersatz eines Flachdachs durch ein Satteldach;
- fünfzehn Jahre für alle kleinen Renovierungsarbeiten, wie z.B.:
  - Installierungs- oder Neuinstallierungsarbeiten der Heizanlage (einschließlich der Kessel);
  - Installierung oder Neuinstallierung der Anlage zur Warmwasserproduktion und -verteilung;
  - Reparatur oder Ersatz von Flachdächern;
  - Verzinkungen,...
  - Dichtigkeit und Wärmedämmung des Gebäudemantels;
  - Arbeiten zur Verminderung der Mietnebenkosten.

Der Betrag dieser Darlehen deckt die Honorare der Architekten und der Ingenieure, die Arbeiten zur Sanierung, Umgestaltung, Anpassung oder Instandhaltung von Wohnungen und ihren Nebengebäuden sowie die gesamten damit verbundenen Kosten gleich welcher Art im Rahmen des den Gesellschaften zugewiesenen Programms.

**Art. 8** - Die Genehmigung der Ausschreibungsergebnisse muß innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Tage, an dem der Beschluß zur Gewährung des Vorschusses durch die Wallonische Gesellschaft an die Gesellschaft notifiziert worden ist, erfolgen.

**Art. 9** - Der Wallonischen Gesellschaft wird erlaubt, die Restbeträge der vorherigen Haushaltsjahre, die bei der Verwaltung ihrer Kapitaldotationen entstanden sind, vorbehaltlich der Genehmigung des Ministers auf Gutachten des Finanzverwaltungsausschusses zu benutzen.

**Art. 10** - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Dezember 1993 zur Festsetzung der Gewährungsbedingungen der Beteiligung der Wallonischen Region an der Finanzierung eines Renovierungs-, Verbesserungs- oder Instandhaltungsprogramms der durch die von der "Société régionale wallonne du logement" (Regionalen Wohnungsbau-Gesellschaft für Wallonien) anerkannten Gesellschaften verwalteten Wohnungen, wird aufgehoben.

**Art. 11** - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON  
Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

—  
VERTALING

N. 99 — 1018

[C - 99/27269]

**25 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een tegemoetkoming in de financiering van programma's voor de renovatie, de herstructurering, de aanpassing of het onderhoud van door openbare huisvestingsmaatschappijen beheerde woningen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 88, 95, 96 en 135;  
Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement";  
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;  
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de uitvoeringsbesluiten van de voormalige Huisvestingscode vóór deze datum verplicht aangepast moeten worden aan de nieuwe decretale bepalingen;

Overwegende dat de aanpassing van de verschillende informatiesystemen per 1 maart 1999 doorgevoerd moet zijn;

Overwegende dat de bepalingen van de Code omwille van de rechtszekerheid en de continuïteit van de diensten bijgevolg dringend aangenomen moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Huisvesting;

2° Waalse Huisvestingsmaatschappij : de "Société wallonne du Logement";

3° maatschappij : de door de "Société wallonne du Logement" erkende openbare huisvestingsmaatschappij;

4° programma : de lijst van de verrichtingen voor de renovatie, de herstructurering, de aanpassing of het onderhoud van door de maatschappijen beheerde woningen.

**Art. 2.** Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten en onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden kan het Gewest via een kapitaaldotatie tegemoetkomen in de financiering van een door de maatschappijen uitgevoerd programma.

**Art. 3.** § 1. De kapitaaldotatie bestaat uit twee delen :

1° een hoofddotatie waarbij de ontvangsten van de Waalse Huisvestingsmaatschappij, samengesteld uit de door de maatschappijen terugbetaalde bedragen en de vooropgestelde financiële opbrengsten, en haar uitgaven die dienen om de leningen af te betalen, in evenwicht kunnen worden gebracht na afloop van de periode waarin de aan de maatschappijen toegekende leningen worden terugbetaald;

2° een aanvullende gelddotatie om het risico verbonden aan de verhoging van de basisrentevoet van leningen te dekken.

§ 2. De op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kapitaaldotatie wordt aan de Waalse Huisvestingsmaatschappij uitbetaald op grond van door haar maandelijks opgemaakte aangiften van schuldvordering die met het visum van de commissarissen van de Regering worden voorzien. In de aangifte van schuldvordering staat voor elk bouwwerk de datum vermeld waarop de Raad van bestuur de aanbestedingsresultaten goedgekeurd heeft.

**Art. 4.** § 1. De Waalse Huisvestingsmaatschappij voorziet in de financiering ter aanvulling van de kapitaaldotatie door de opbrengst van leningen die door het Waalse Gewest gedekt worden.

§ 2. De Waalse Huisvestingsmaatschappij kan toelaten dat programma's gefinancierd worden door publiekrechtelijke rechtspersonen.

**Art. 5.** § 1. De Waalse Huisvestingsmaatschappij voorziet in de uitbetaling van de voorschotten met bepaling van :

- de voorgeschoten bedragen;
- de terug te betalen bedragen;
- de annuïteiten, de jaarlijkse rentevoet, hun progressie en hun gangbare looptijd;
- de verschuldigde interest.

Voor de wijze van terugbetaling wordt rekening gehouden met het financieel vermogen van de maatschappij en met de bruto-opbrengstrentevoet van het aan de maatschappij toegewezen programma, zoals bepaald in de bijlage bij het investeringsprogramma.

§ 2. Voorschotten bedoeld in § 1 worden pas uitbetaald na goedkeuring door de Minister.

**Art. 6.** De Waalse Huisvestingsmaatschappij maakt per programma een jaarafrekening alsmede een eindafrekening op waarbij de aanwending van de kapitaaldotatie door overlegging van bewijsstukken wordt gestaafd.

**Art. 7.** De Waalse Huisvestingsmaatschappij staat de maatschappijen leningen toe waarmee ze het programma kunnen verwezenlijken :

- voor de duur van vijftientig jaar voor :
  - grondige renovatiewerkzaamheden uitgevoerd in algemene of in een gelijkaardige aanneming;
  - gedeeltelijke renovatiewerken zoals :
    - modernisering van de elektriciteitsinstallatie;
    - inrichting van een badkamer en een WC of modernisering van de sanitaire installaties;
    - aanpassing van de bewoonbare oppervlakte;
    - herstelling van het dakwerk (gebinte, bedekking en isolatie) - vervanging van een vlak dak door een hellend dak;
- voor de duur van vijftien jaar voor alle kleine renovatiewerkzaamheden, o.m. :
  - installatie of vernieuwing van de verwarming (met inbegrip van de verwarmingsketels);
  - installatie en vernieuwing van de bereiding en de voorziening van warmwater;
  - herstelling of vernieuwing van de vlakke daken;
  - zinkwerk,...
  - dichtheid en thermische isolatie van de bekleding van het gebouw;
  - werken met het oog op de vermindering van de huurkosten.

Het bedrag van deze leningen omvat de erelonen van architecten en ingenieurs, de renovatie-, herstructurerings-, aanpassings-, of onderhoudswerken in woningen en aanhorigheden alsmede alle doorgaans eraan verbonden onkosten, binnen de perken van het aan de maatschappij toegewezen programma.

**Art. 8.** De resultaten van de aanbesteding moeten goedgekeurd worden binnen twee jaar na de datum van kennisgeving van de beslissing over de toekenning van het voorschot aan de maatschappij door de Waalse Huisvestingsmaatschappij.

**Art. 9.** Met instemming van de Minister en na advies van het comité voor financieel beheer wordt de Waalse Huisvestingsmaatschappij ertoe gemachtigd de overschotten van de vorige boekjaren aan te wenden die uit het beheer van haar kapitaaldotaties voortvloeien.

**Art. 10.** Het besluit van de Waalse Regering van 2 december 1993 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden voor de tegemoetkoming van het Gewest in de financiering van een programma voor de renovatie, de verbetering of het onderhoud van woningen beheerd door de door de "Société régionale wallonne du Logement" erkende maatschappijen, wordt opgeheven.

**Art. 11.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX



F. 99 — 1019

[C - 99/27270]

**25 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les conditions d'octroi de l'intervention de la Région dans le financement des programmes de création de nouveaux logements sociaux par des sociétés de logement de service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 54, 88, 95, 96 et 135;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre ayant le Logement dans ses attributions;

2° la Société wallonne : la Société wallonne du Logement;

3° la société : la société de logement de service public;

4° le programme : la liste des opérations menées par les sociétés agréées sur des immeubles afin de créer de nouveaux logements sociaux destinés à la location.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région peut intervenir par une dotation en capital dans le financement d'un programme exécuté par les sociétés.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La dotation en capital comporte deux parties :

1° une dotation à titre principal, permettant d'équilibrer, au terme de la période de remboursement des prêts octroyés aux sociétés, les recettes de la Société wallonne constituées par les remboursements des sociétés et les produits financiers présumés, et les dépenses de la Société wallonne afférentes aux remboursements des emprunts;

2° une dotation à titre supplémentaire, destinée à couvrir le risque de hausse du taux de référence des emprunts.

§ 2. La dotation en capital inscrite au budget de la Région wallonne est liquidée à la Société wallonne sur la base de déclarations de créance mensuelles établies par elle et visées par les commissaires du Gouvernement. Pour chaque chantier, ces déclarations de créance reprennent la date du conseil d'administration au cours duquel les résultats d'adjudication ont été approuvés.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La Société wallonne assure le financement complémentaire à la dotation en capital par le produit d'emprunts garantis par la Région wallonne.

§ 2. Elle autorise le financement de programmes par des personnes morales de droit public ou de droit privé.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La Société wallonne arrête un règlement des avances disposant :

- du montant des avances;

- du montant du remboursement;

- des annuités, du taux annuel de leur progression et de leur prise de cours;

- de la déduction des intérêts.